pour livre des droits de vos Fermes générales, les droits des Courtiers Jaugeurs, les droits d'Inspecteurs aux boucheries & aux boissons, les 2 sols pour livre d'iceux, ensemble les droits réservés dans les Cours, Chancelleries, Baillages & Juridictions. En nous acquitant, Sire, de ce devoir, nous vous donnons une nouvelle marque du zèle dont nous sommes pénétrés pour la gloire personnelle de V. M., & pour le bien de son service, qui sont toujours inséparables des véritables intérêts de l'Etat.

Il est vrai, Sire, que les impositions contenues dans la Déclaration de V. M., ne sont pas nouvelles, & c'est en cela même, qu'il en coûte plus à les supporter. Celle de 4 sols pour livre sur tous les droits de vos Fermes, a commencé dès l'année 1705. dans le tems où le feu Roi, votre auguste Bisayeul, étoit en guerre avec toute l'Europe. On établit alors une imposition de deux sols pour livre sur ces droits, & elle fut augmentée de la moitié en 1715. L'on en obtint l'extinction & la suppression le 13. Mars 1717; mais l'année d'après, elle fut rétablie. Depuis 1726, elle a été successivement prorogée de 6 années en 6 années par différentes Déclarations, dont quelques-unes y mirent des modifications légères; mais capables de faire sentir la résolution qu'on avoit prise de supprimer entièrement ces droits exorbitants. Lorsqu'en 1738 & en 1743, ces Déclarations furent portées à Votre Parlement, il arrêta que V. M. seroit très-humblement suppliée de vouloir bien soulager ses peuples desdits droits, aussi tôt que l'état de ses affaires le pourroit permettre. Malgré, Sire, ses supplications & ces instances réitérées, il s'agit encore d'en continuer la levée, par une prorogation nouvelle. On la borne à la vérité, comme les précédentes au terme de 6 années; mais à juger par